

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/176

G/SCM/W/183

24 novembre 1995

(95-3725)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET REGLLEMENTATIONS PRESENTEES PAR LE GOUVERNEMENT PARAGUAYEN¹ AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

La Mission permanente de Hong Kong a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 16 novembre 1995.

1. Dans sa notification, le Paraguay déclare qu'il n'y a actuellement dans ce pays aucune loi ni règlement en vigueur en matière de droits antidumping et que les dispositions de l'Accord antidumping ont été incorporées dans la législation paraguayenne en vertu de la Loi n° 444/94.

Questions:

- a) Quel est l'effet juridique de l'incorporation de l'Accord antidumping de l'OMC dans le système juridique paraguayen? Cela donne-t-il à l'Accord antidumping force de loi au Paraguay? Les autorités antidumping sont-elles tenues, juridiquement ou autrement, de respecter les dispositions de l'Accord antidumping au cours d'une procédure?
 - b) Le Paraguay estime-t-il nécessaire ou souhaitable d'adopter une loi spécifique pour assurer le respect des dispositions de l'Accord antidumping de l'OMC?
 - c) Le Paraguay prévoit-il de prendre d'autres dispositions pour réviser ses lois, réglementations et procédures administratives, conformément à l'article 18.4? Dans l'affirmative, dans quel délai?
2. Question: Quelles procédures le Paraguay a-t-il mises en place en matière de révision judiciaire pour respecter ses obligations au titre de l'article 13 de l'Accord antidumping de l'OMC?
3. Question: Quelles sont la politique et la législation prévues par le Paraguay pour mettre en oeuvre les rapports des groupes spéciaux de l'OMC?

¹G/ADP/N/1/PRY/1-G/SCM/N/1/PRY/1-G/SG/N/1/PRY/1.